



**NATIONS UNIES**  
**Commission économique pour l'Afrique**  
**Bureau pour l'Afrique du Nord**

Distr.: GENERALE  
CEA-AN/AH/CC/2011/2  
septembre 2012

Original: FRANÇAIS

## **Les mécanismes innovants de financement des projets d'énergies renouvelables en Afrique du Nord**

**Réunion d'experts**

### **Aide – mémoire**

---

3-5 octobre 2012  
Tunis, Tunisie

## Contexte et justification

1. Le développement des énergies renouvelables (ER) dans le monde s'inscrit dans le cadre des efforts de lutte contre le changement climatique (maîtrise des émissions de gaz à effet de serre), de renforcement de la sécurité énergétique et de développement durable. La conjugaison de plusieurs facteurs comme la demande énergétique tirée à la hausse par le développement rapide des pays émergents, la volatilité des prix du pétrole, les impacts du changement climatique et les derniers incidents à l'origine de catastrophes écologiques (Fukushima, marée noire survenue en 2011 dans le golfe du Mexique) ont amené de nombreux pays à engager des réformes visant une diversification plus importante de leur mix énergétique.

2. Les investissements dans les ER (hors hydroélectricité) continuent de croître malgré un contexte économique et financier difficile. Les rapports sur la situation mondiale des ER publiés en 2011 et 2012 par le Réseau Energie Renouvelable REN21<sup>1</sup>, indiquent que les investissements mondiaux dans les énergies renouvelables avaient déjà atteint en 2010 un niveau record de 211 milliards de dollars, soit 1/3 de plus qu'en 2009 (160 milliards) et 5 fois plus qu'en 2004. En 2011, ces investissements sont estimés à 257 milliards de dollars. Les moteurs de cette expansion sont la Chine, les USA, l'Allemagne, l'Italie et l'Inde. Aujourd'hui, la Chine est le premier investisseur mondial dans le secteur des énergies renouvelables. Ainsi, les capacités installées en matière d'énergie éolienne ont connu un accroissement important ces dernières années (avec une capacité totale installée à fin 2011 qui permet de répondre à 2-3% de la consommation électrique mondiale). Par ailleurs, l'année 2011 a été marquée par une forte performance de l'énergie solaire (PV et CSP). Les énergies renouvelables ont représenté plus de 25% de la capacité de production électrique mondiale et fourni environ 20,3% de l'électricité mondiale.

3. Ces investissements ont été en grande partie impulsés par des politiques d'incitations et par la baisse des coûts des équipements, notamment en ce qui concerne l'éolien et les modules photovoltaïques (PV). Mais en dépit des progrès, le coût de production des énergies renouvelables reste encore élevé, notamment dans le cas de la filière solaire thermodynamique, du fait de sa grande complexité. À la différence des énergies fossiles, les énergies renouvelables ont une structure de coûts où l'investissement initial est très élevé, alors que les coûts de fonctionnement sont très bas.

4. En Afrique du Nord, bien qu'aujourd'hui encore marginale, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique est appelée à augmenter de manière significative au regard des objectifs stratégiques fixés et des programmes ambitieux adoptés. Les investissements correspondants vont nécessiter des financements importants du fait des surcoûts liés à l'investissement en capital initial requis pour les technologies concernées (notamment l'éolien, le solaire thermique et le photovoltaïque). Il en résultera des coûts de revient de l'électricité élevés pour l'économie et les consommateurs. Par ailleurs, pour que la région puisse utiliser pleinement son potentiel en ER, les capacités de R&D dans ce secteur devront être nettement améliorées et la formation renforcée.

5. Les financements requis pour faire face aux coûts supplémentaires induits par les investissements, la R&D et la formation, ne pourront être mobilisés sans la contribution du secteur privé et des institutions financières nationales et internationales. Or, dans le contexte mondial actuel marqué par l'instabilité financière, le renforcement des ratios prudentiels ont amené les acteurs financiers à réduire leur prise de risques et à durcir les conditions bancaires

---

<sup>1</sup> REN21 : Renewable 2011 Global Status Report, juillet 2011.

de financement. Aussi des solutions innovantes et adaptées sont de plus en plus nécessaires et devront être développées en mettant l'accent sur l'établissement de véritables partenariats public-privé.

6. Dans ce contexte, il est important que les pays puissent décliner clairement leurs priorités et mettre en place un cadre incitatif transparent pour donner la visibilité nécessaire et encourager les opérateurs privés - qui considèrent que le retour sur investissement est trop long et donc trop risqué - à investir dans le secteur. Pour cela, les questions liées à la tarification énergétique (élément essentiel pour donner une visibilité et encourager les investissements privés) et à la réduction progressive des subventions des hydrocarbures au profit des énergies renouvelables, devront être étudiées en tenant compte des spécificités et contraintes des pays. A travers le monde, les pays ont utilisé un ensemble varié de dispositifs pour encourager le développement de capacités significatives en énergies renouvelables. L'analyse approfondie des avantages et désavantages de ces dispositifs financiers, fournira des enseignements utiles aux pays de la région pour mieux orienter leurs efforts en la matière. Les expériences au sein de l'Union Européenne (notamment de l'Espagne, de l'Allemagne et de la France), de l'Asie (la Chine, le Japon et la Corée du Sud), et des Etats-Unis seront particulièrement intéressantes à étudier.

7. Les institutions financières internationales et régionales (ex: BM, BAD, AFD, BEI, KFW, BID, Coopération espagnole...) montrent un intérêt croissant pour le développement de ce nouveau secteur dans le monde en général, et en Afrique du Nord en particulier. Mais l'accès aux opportunités offertes par les différents fonds, facilités et autres mécanismes existants implique de développer des projets considérés comme bancables ; or aujourd'hui il y en a très peu. Le Mécanisme de Développement Propre (MDP), bien qu'en léger progrès dans la région, demeure encore peu utilisé au regard des opportunités existantes. Il en va de même des nouveaux instruments liés à l'atténuation du changement climatique comme les NAMAs (nationally appropriate mitigation actions) qui peuvent constituer une opportunité pour mettre en place de nouveaux systèmes de financements.

8. Enfin, les initiatives en cours visant à promouvoir l'intégration régionale des marchés de l'électricité au sein de l'UMA et avec l'Union Européenne (notamment dans le cadre des initiatives du Plan Solaire Méditerranéen et de Desertec), offrent des perspectives pour accroître les investissements, renforcer les interconnexions et créer un marché maghrébin de l'électricité.

9. Afin d'accompagner les efforts déployés au niveau de la région, le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique a lancé en 2011 un projet sur les mécanismes innovants de financement des énergies renouvelables en Afrique du Nord. Ce projet d'une durée de 2 ans, s'inscrit dans le cadre des actions menées par les pays membres pour renforcer la sécurité énergétique, améliorer les conditions socio-économiques, promouvoir le développement local et lutter contre le changement climatique (à travers la diminution des émissions de gaz à effet de serre).

10. Dans ce contexte et tenant compte des recommandations de la première réunion d'experts organisée dans le cadre du projet (Rabat, 12-13 janvier 2012), le Bureau a réalisé une étude sur les mécanismes innovants de financement des projets d'énergies renouvelables. Cette étude a analysé l'ensemble des contraintes relatives au financement des projets (au niveau central et décentralisé) et propose des mécanismes innovants de financement adaptés aux spécificités et aux objectifs de la région et des pays, notamment en ce qui concerne le développement local intégré. Elle a abouti à l'élaboration d'un Compendium des meilleures pratiques. L'étude constitue également une réponse aux préoccupations et recommandations faites lors de la conférence sur les Energies Renouvelables au moyen Orient et en Afrique du Nord (MENAREC 5, Marrakech, 15-16 mai 2012) sur le thème spécifique du financement.

11. Cette étude répond en outre aux recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) relatives au financement. En effet, le document final de la conférence intitulé «l'avenir que nous voulons» souligne la nécessité d'identifier les sources innovantes de financement et les nouvelles formes de partenariats pour accroître la mobilisation de ressources supplémentaires et prévisibles en faveur du développement durable.

12. Afin de partager les résultats de l'étude avec les acteurs clés du secteur énergétique et diffuser le Compendium de bonnes pratiques, le bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA, organise une réunion d'experts à Tunis (Tunisie) du 3 au 5 octobre 2012.

### **Objectifs de la réunion d'experts**

13. L'objectif principal de la réunion d'experts est de présenter et d'enrichir les principaux résultats de l'étude sur les mécanismes innovants de financement des projets d'énergies renouvelables. Sur la base des résultats de l'étude pilotée par la CEA et des contributions des experts, la réunion devrait permettre de mieux préciser les objectifs, les obstacles et les options possibles de financement des projets d'énergies renouvelables en Afrique du Nord.

Les objectifs spécifiques de la réunion visent à:

- ✓ Analyser les questions/ déterminants clés liés au financement des énergies renouvelables;
- ✓ Partager les expériences réussies en matière de financement des projets de développement des énergies renouvelables;
- ✓ Favoriser une concertation élargie entre les acteurs publics, les opérateurs privés, le secteur bancaire, les institutions financières et les partenaires au développement impliqués dans le secteur;
- ✓ Formuler des recommandations pour l'adoption d'instruments innovants de financement les plus adaptés aux pays, sur la base des meilleures pratiques identifiées par l'étude, des expériences présentées et des discussions.

### **Participants**

14. La réunion rassemblera des experts provenant des pays de l'Afrique du Nord, des représentants d'institutions nationales, d'organisations régionales et internationales, de projets régionaux, d'institutions bancaires et financières, du secteur privé, ainsi que des représentants du système des Nations Unies et des partenaires au développement.

## Déroulement de l'atelier

15. Les travaux de la réunion se dérouleront en plénière durant trois jours et seront structurés autour de six sessions thématiques, et une session finale d'adoption des recommandations:

### **Session 1: Comprendre les enjeux financiers: analyse des besoins, typologie et contraintes de financement**

Les besoins en financement pour le développement des projets d'ER sont très élevés et ne pourront être satisfaits que dans le cadre d'un partenariat impliquant les acteurs clés. L'Etat devra par exemple augmenter la part allouée au financement public des investissements en matière d'infrastructures, de R&D et de formation, engager des réformes réglementaires fortes, compléter les dispositifs financiers et fiscaux existants, mettre en place des mécanismes de financement et de partenariat adaptés et renforcer les mesures d'accompagnement des acteurs. Cette session permettra d'introduire la problématique générale du financement dans le contexte actuel et futur (perspectives) du développement des ER en Afrique du Nord. Elle mettra en exergue les contraintes rencontrées et les mesures prises ou en cours pour lever ces contraintes. Les analyses tiendront compte des spécificités liées à la taille des projets (les coûts de production des projets de moyenne et petite puissances restent très élevés) et à leur objectif principal (ex: accès à l'énergie ou la réduction des émissions et gestion durable des ressources naturelles).

### **Session 2: Panorama des opportunités de financement existantes**

Les gouvernements jouent un rôle de premier plan dans le financement des projets d'énergies renouvelables et dans la création d'un environnement favorable à l'implication de tous les acteurs. Ils ont la responsabilité de mettre en place les cadres institutionnels, politiques et législatifs adéquats et de promouvoir des modèles de partage des coûts et des risques. Le développement soutenu des projets d'ER passe par la diversification des sources de financement et l'amélioration du partenariat entre les acteurs. Dans ce cadre, les institutions financières internationales jouent également un rôle clé à travers la création de nouvelles facilités (Fonds Technologie propre de la BM, BAD, AFD, UE...). Le financement carbone constitue également un outil pour catalyser l'investissement dans les énergies renouvelables.

Cette session permettra de faire l'état des lieux et de partager les informations récentes sur la stratégie des investisseurs institutionnels et sur l'offre de financement à travers l'examen des différents types de facilités et mécanismes financiers existants (Fonds nationaux, Fonds d'investissement, lignes de financement, PPP, MDP, Namas...). Elle examinera également les obstacles (financiers, expertise, capacités institutionnelles...) qui limitent actuellement l'utilisation des instruments existants de financement carbone en Afrique du Nord. Elle analysera dans quelle mesure ces obstacles pourraient être levés et l'accès à ces mécanismes amélioré.

### **Session 3: Comment promouvoir l'implication du secteur privé dans le financement des énergies renouvelables?**

La participation du secteur privé national et international est cruciale pour le financement des investissements. Aujourd'hui très peu de projets sont financés par le secteur privé dans la région. Elle implique la mise en place d'un environnement favorable aux investisseurs à travers: un cadre juridique clair et transparent qui favorise la compétitivité et permet l'accès des

centrales d'ER au réseau électrique, des incitations fiscales et financières, des conventions pour l'achat d'énergie (une politique des prix incitative constitue un puissant levier pour promouvoir les investissements privés) et des mécanismes de Partenariat Public Privé (PPP).

Cette session permettra sur la base des résultats de l'étude et des présentations, d'analyser la position des opérateurs énergétiques du secteur privé et leurs contraintes, mais aussi les expériences réussies afin de formuler des lignes directrices visant à lever les obstacles et créer les conditions nécessaires pour attirer les investisseurs et promouvoir les PME, PMI et TPE.

#### **Session 4: Le financement bancaire des projets d'ER: Etat des lieux et contraintes**

Les banques ont un rôle important à jouer pour soutenir le financement des PME via le développement de produits financiers adaptés.

Cette session a pour objet d'analyser comment les banques accompagnent les développeurs de projets, quelles sont les solutions spécifiques et montages financiers mis en place pour les grands et les petits projets, et d'identifier les contraintes rencontrées. Elle a pour finalité de fournir des pistes pour améliorer la participation des banques.

#### **Session 5: Résultats du Benchmarking international et proposition d'instruments innovants de financement**

Cette session vise à présenter les outils financiers et les nouvelles formes de partenariat développés dans plusieurs pays et d'identifier les meilleures pratiques pour les pays de la région.

#### **Session 6: Promouvoir le partage des connaissances et des expériences**

Cette session sera consacrée à la présentation de la nouvelle Plateforme électronique de partage des connaissances développée par la CEA. Elle sera l'occasion de promouvoir la Communauté d'experts sur les énergies renouvelables créée en mai 2012.

#### **Session finale: Principales recommandations et clôture**

La dernière session portera sur l'examen et l'adoption des principales recommandations de l'atelier.

### **Résultats attendus**

16. Les résultats attendus de la réunion sont les suivants:

- Un approfondissement des connaissances des acteurs clés sur les besoins, les contraintes et les solutions possibles de financement;
- Une sensibilisation sur l'importance du rôle du secteur privé et des partenariats dans le financement des investissements;
- L'identification des options novatrices de financement les plus adaptées aux pays, incluant celles qui pourraient favoriser le développement d'un marché régional;
- Des recommandations et orientations concrètes en vue de lever les barrières au financement et de mettre en place les options retenues.

## Produits

17. À l'issue de la réunion, les produits suivants seront établis et diffusés:
- Le rapport de la réunion qui inclura les principales conclusions et recommandations;
  - Les communiqués de presse;
  - Le rapport final de l'étude sur les mécanismes innovants de financement;
  - Le compendium des meilleures pratiques.

## Documentation et langues de travail

18. Le document de travail (synthèse de l'étude) et le programme de la réunion seront communiqués aux participants dans les délais. Les travaux de la réunion se dérouleront en français et en anglais, avec interprétation simultanée dans les deux langues.

## Date et lieu de la réunion

19. La réunion se déroulera du 3 au 5 octobre 2012 à Tunis, Tunisie.

## Personnes à contacter

### Coordination:

Mme Marieme Bekaye  
Chargée du Développement durable, CEA-Afrique du Nord  
Tel: 00-212-537- 71 56 13 ou 212-537- 71 78 29  
[mbekaye@uneca.org](mailto:mbekaye@uneca.org)

### Organisation et logistique:

Mme Safia Morane  
Assistante de projet, CEA-Afrique du Nord  
Tel: 00-212-537- 71 56 13 ou 212-537- 71 78 29  
[smorane@uneca.org](mailto:smorane@uneca.org)

### Communication:

Mme Houda Mejri  
Responsable de l'information  
Tel: 00-212-537- 71 56 13 ou 212-537- 71 78 29  
[hmejri@uneca.org](mailto:hmejri@uneca.org)

### Documentation:

M. Mohammed Mosseddek  
Assistant de recherche, CEA-Afrique du Nord  
Tel: 00-212-537- 71 56 13 ou 212-537- 71 78 29  
[mmosseddd@uneca.org](mailto:mmosseddd@uneca.org)